

Willem Petrus Ehlers

Jacques Morel

27 juin 2017, v0.2

Petrus Willem Ehlers surnommé “Ters” a été secrétaire privé de l’ancien Premier ministre du régime d’apartheid, Pieter Willem Botha.¹ Il connaît bien la France puisque de 1970 à 1972, il a suivi un entraînement militaire sur les sous-marins à Toulon et Lorient.² Il a d’ailleurs été pressenti pour commander la marine sud-africaine.³

M. Ehlers est directeur d’une société Delta Aero,⁴ société de courtage et de ventes d’armes (titre dont il s’est prévalu pour conclure le marché aux Seychelles).

Ehlers a représenté en Afrique du Sud la société GMR de Giovanni Mario Ricci, homme d’affaires seychellois d’origine italienne.⁵ Contrôlée depuis Lugano, en Suisse italienne, cette société servait à contourner les sanctions anti-apartheid imposées par les Nations unies. Elle a joué un rôle primordial dans la négociation de la double cargaison d’armes livrées à Goma depuis les Seychelles. L’enquête de Caroline Dumay et Patrick de Saint Exupéry dans *Le Figaro* confirme ces informations mais parle d’un Mario Chiavelli et non de Mario Ricci :

A titre d’exemple, Willem Petrus Ehlers a travaillé deux ans avec une société basée aux Seychelles. Son nom ? GMR. Son directeur ? Un homme d’affaire italien, Mario Chiavelli, recherché par les autorités de Rome pour des affaires de financement occulte. Mario Chavelli bénéficie d’un passeport sud-africain.

Un autre exemple ? La branche sud-africaine de la société GMR a été créée par Craig Williamson, un ancien agent des services de Pre-

1. Caroline Dumay et Patrick de Saint Exupéry, *Les armes du génocide*, Le Figaro, 3 avril 1998, p. 4. <http://www.francegenocidetutsi.org/DumaySaintExuperyFigaro3avril1998.pdf>

2. Caroline Dumay et Patrick de Saint Exupéry, *Les armes du génocide*, Le Figaro, 3 avril 1998, p. 4. <http://www.francegenocidetutsi.org/DumaySaintExuperyFigaro3avril1998.pdf>

3. Stefaans Brümmer, *SA’s arms dealing underworld*, Mail and Guardian, 2 juin 1995. <http://mg.co.za/article/1995-06-02-sas-arms-dealing-underworld>; <http://www.francegenocidetutsi.org/SouthAfricanArmsDealingMailAndGuardian2June1995.pdf>

4. Rapport de la Commission internationale d’enquête sur la fourniture d’armes aux anciennes forces armées gouvernementales rwandaises, ONU, S/1996/195, 14 mars 1996. <http://www.francegenocidetutsi.org/sg-1996-195.pdf>

5. Stephen Ellis, *Africa And International Corruption : The Strange Case Of South Africa And Seychelles*, 1996. <http://seychellesmonitor.org/StrangeCase.pdf>; <http://www.francegenocidetutsi.org/EllisStephenStrangeCase.pdf>

toria soupçonné⁶ d'être impliqué dans l'assassinat, en février 1986, du premier ministre suédois Olof Palme.

« *J'ai beaucoup appris à travers GMR*, note Willem Petrus Ehlers. *Mais, en 1992, j'ai décidé d'être indépendant et d'avoir ma propre société.* »

C'est donc bien à la société de Willem Petrus Ehlers que va s'adresser le colonel Théoneste Bagosora.⁷

Ehlers est un proche de Jean-Yves Ollivier qui a beaucoup œuvré entre l'Afrique du Sud et les Comores. « *Si vous cherchez des Sud-Africains qui ont des connexions françaises*, dit Ehlers au *Figaro*, *il vaut mieux chercher du côté de Neils Van Tonder. C'est un très bon ami de Jean-Yves Ollivier* (NDLR : un homme d'affaires français) *dont on dit, ici, qu'il travaille pour vos services.*⁸ »

Ollivier, qui s'est enrichi en contournant l'embargo des Nations Unies contre le régime d'apartheid, est lui-même une relation de Michel Roussin, proche collaborateur d'Alexandre de Marenches au SDECE (ancien nom de la DGSE) et ministre de la Coopération en 1994.

Comme le prouve le rapport du colonel Ephrem Rwabalinda, le ministère de la Coopération a continué à poursuivre celle-ci avec le Gouvernement intérimaire rwandais durant le génocide.⁹

Ainsi, Patrick de Saint-Exupéry peut écrire que « *Les autorités françaises ne peuvent ignorer la transaction des Seychelles. Elle est "couverte", c'est-à-dire clandestine mais assumée.* »¹⁰

Avant sa privatisation en 1993 par Edouard Balladur, la BNP était dirigée par René Thomas, un proche de François Mitterrand. Il épouse en 1994 Laurence Soudet, chargée de mission à l'Élysée, qui dispose officiellement de l'appartement, 11 quai Branly, où résident Anne Pingeot et sa fille Mazarine, en dessous de l'appartement de François de Grossouvre. En 1994, la BNP est dirigée par Michel Pébereau mais René Thomas (décédé en 2003) reste dans la hiérarchie de la banque, comme le montre un dépliant.¹¹ Ce serait en tant que banque nationalisée puis en tant que banque restant proche du pouvoir que la Banque nationale de Paris (BNP) se serait prêtée à ces achats d'armes pour le compte du régime rwandais ami de la France.

6. AFP du 23/07/97.

7. Caroline Dumay et Patrick de Saint Exupéry, *Les armes du génocide*, Le Figaro, 3 avril 1998, p. 4. <http://www.francegenocidetutsi.org/DumaySaintExuperyFigaro3avril1998.pdf>

8. *Ibidem*.

9. Lettre du lieutenant-colonel Ephrem Rwabalinda au ministre de la Défense, au chef d'état-major de l'armée rwandaise, Gitarama, le 16 mai 1994. Objet : Rapport de visite fait auprès de la Maison militaire de Coopération à Paris. Cette lettre a été ramenée de Kigali durant l'été 1994 par la journaliste belge Colette Braeckman. Cf. *L'Afrique à Biarritz* [1, p. 129]. <http://www.francegenocidetutsi.org/RapportRwabalinda16mai1994.pdf> ; <http://www.francegenocidetutsi.org/RwabalindaRapport.pdf>

10. Patrick de Saint-Exupéry, *L'inavouable - La France au Rwanda*, Les Arènes, 2004, p. 195.

11. *BNP Paribas*, 2000. <http://www.francegenocidetutsi.org/BnpParibas.pdf>



FIGURE 1 – Jean-Yves Ollivier (à gauche) avec Michel Roussin, alors chef de cabinet du maire de Paris, Jacques Chirac, en visite clandestine en 1985 auprès de Jonas Savimbi (à droite), chef de la rébellion contre le MPLA en Angola. Source : *Comment j'ai fait libérer Mandela*, Vanity Fair, 10 avril 2014, p. 103.

Références

- [1] AGIR ICI et SURVIE : *L'Afrique à Biarritz - Mise en examen de la politique française*. Karthala, janvier 1995. Contre-sommet de Biarritz, 9 novembre 1994.